

Lutte de classe

Analyse de la situation après le 29 janvier.

Selon les syndicats plus de 2,5 millions de salariés du public et du privé (1,08 million selon le ministère de l'Intérieur) ont participé aux 195 manifestations dans tout le pays le 29 janvier contre la politique antisociale du gouvernement.

Compte rendu des manifestations.

A Paris, la préfecture de police a fait état de 65.000 manifestants, un chiffre contesté par les syndicats qui en ont comptés plus de 300.000 personnes. Le cortège s'est étiré sur plus de 4km entre la place de la Bastille et celle de l'Opéra. Les derniers manifestants place de la Bastille, sont partis après 18h alors que la place de l'Opéra était noire de monde.

Dès le début de la matinée, les cortèges étaient particulièrement fournis en province avec 24.000 manifestants à Marseille selon la police, 300.000 d'après les syndicats, 56.000 à 90.000 à Toulouse, entre 34.000 et 60.000 à Grenoble, 25.000 et 60.000 à Clermont-Ferrand, 26.000 à 35.000 à Lille, 25.000 à 30.000 à Montpellier, entre 20.000 et 25.000 à Nancy, 11.000 à 20.000 à Saint-Etienne, 9.500 à 15.000 au Havre, 7.500 à 12.000 à Besançon, 7.000 à 25.000 à Roanne, 7.000 à 20.000 à Strasbourg, 5.500 à 8.000 à Mulhouse, 20.000 à 53.000 à Lyon, 34.000 à 80.000 à Bordeaux, 25.000 à 50.000 à Rennes, 30.000 à 40.000 à Nantes, 10.000 à Caen, 15.000 à Rouen.

Les défilés ont été marqués par la puissance de la protestation dans les villes moyennes : 7.000 à La Rochelle, 5.500 à Mulhouse, 12.000 au Puy-en-Velay, 16.000 à Tarbes selon la police.

En Bretagne, 66.000 à 103.000 manifestants se sont mobilisés dans le Finistère, les Côtes d'Armor et le Morbihan, et de 20.000 à 30.000 personnes à Rennes (Ille-et-Vilaine), selon les sources.

Quelques réactions à chaud.

Du côté des dirigeants syndicaux partenaires de Sarkozy.

Bernard Thibault pour la CGT demande à Sarkozy "*une prise de conscience nouvelle*" et "*une réévaluation des mesures*". C'est "*un événement social de grande importance*", non "*un coup de colère passager, il y aura des suites*". Il en tremble déjà ! Il ne demande rien de moins à Sarkozy que de se placer sur le terrain de classe du prolétariat.

Pour le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, le gouvernement a "*un service minimum social et républicain à effectuer*", pour répondre aux inquiétudes des manifestants. Mais il ne pense qu'à cela monsieur le philistin, ne serait-ce pas la forme politique de domination de classe idéale de l'Etat bourgeois depuis 1789 ?

Il a jugé aussi : "*Quand il y a une telle mobilisation, le gouvernement serait irresponsable s'il ne répondait pas*". "*Il y a une réunion qui était prévue depuis longtemps début février sur l'agenda social avec le président de la République. Il faut que ça se transforme en réponse aux revendications*", a-t-il poursuivi. "*On va demander à rencontrer le Président*", les "*premières déclarations*" seront "*très importantes*" : "*Ou ils ouvrent des portes de discussion, ou alors on prendra nos responsabilités.*" C'est fou tous ces gens responsables de tout et de rien !

Dans un entretien pour LeMonde.fr le 29.01 : la crise développe "un profond sentiment d'injustice", "Nicolas Sarkozy sait prendre des initiatives rapides au niveau européen quand il le faut. Qu'il le fasse au niveau national", demande ainsi Jean-Claude Mailly (FO). Vive l'Union européenne au passage !

Dans le même entretien, Alain Olive pour l'UNSA a dit, "la priorité deviendrait de voir comment inscrire le mouvement dans la durée"...pour mieux le pourrir, de toutes manières il y est condamné dans les conditions actuelles.

Du côté de Solidaires, Catherine Lebrun propose que des collectifs unitaires se mettent en place partout : "Sarkozy va essayer de jouer les confédérations les unes contre les autres. Il va essayer de briser le front en attaquant SUD [qui fait partie de Solidaires]. Mais le premier syndicat qui rentrera dans ce jeu en fera les frais, vu les attentes des salariés." Le meilleur moyen de rester uni, c'est surtout de ne pas remettre en cause le capitalisme, sur ce point-là au moins, ils sont sûrs de toujours être d'accord.

Même son de cloche du côté de François Chérèque, qui a affirmé que le niveau des manifestants était au niveau des plus grosses manifestations du CPE avec une différence très importante : "C'est qu'aujourd'hui, ce sont les salariés. Ce sont donc les plus grandes manif de salariés depuis une vingtaine d'années. Maintenant, c'est au gouvernement d'apporter des réponses sur la relance avec des mesures concrètes pour les salariés et c'est après que l'on décidera de la suite à donner au mouvement", a-t-il soutenu. Tout attendre du gouvernement et de l'Etat pour passer cette crise tranquillement : il n'est pas le seul à y avoir pensé.

Selon Jean-Marc Cavagnara, responsable de la CFDT, "c'est la population qui est là, pas seulement les syndiqués. La balle est dans le camp du gouvernement et du patronat. Ou on entre dans la négociation et on arrête de faire payer la crise aux salariés et aux humbles, ou ils prennent le risque d'un conflit social grave". Il ne faudrait surtout pas que le gouvernement perde la balle, la situation pourrait devenir incontrôlable. Il faut que notre avenir dépende de lui, de minoritaire et illégitime, le voilà devenu indispensable. Un conseiller de Sarkozy a précisé qu'il n'avait pas l'intention de négocier quoi que ce soit, en dehors bien sûr de nos droits, cela va de soi, c'est ce que demande en réalité les dirigeants de la CFDT.

Dans le même entretien, Jacques Voisin pour la CFTC demande une réunion du gouvernement avec les huit signataires de l'appel à la grève avant même le rendez-vous prévu sur l'agenda social. Quelle audace ! La collaboration de classe ne doit pas souffrir de répit.

A la CGC, Bernard Van Craeynest estime que "ce ne sont pas les syndicats qui détiennent la clé du coffre, ce sont les pouvoirs publics et le patronat." D'autres syndicalistes critiquent le silence du patronat. Il préfère agir et licencier à tour de bras. Et pourquoi on ne prendrait pas "la clé du coffre", une idée qui n'aurait pas pu lui venir à l'esprit évidemment.

Du côté des partis réformistes bourgeois.

"A force de prendre des vitamines sociales, les socialistes vont finir par reprendre des couleurs, un peu de rouge !", ironise Jean-Luc Mélenchon. C'est bien, cela fera un bel arc-en-ciel ! Rappel : qui vous a élu sénateur monsieur Mélenchon ?

Du côté du gouvernement.

Pour le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, sur Europe 1 "Il n'y a pas un niveau de grève exceptionnel, c'est plutôt en-deçà dans le secteur public que ce qui avait été constaté lors des derniers mouvements".

Un journaliste a noté que "le Parti socialiste a profité de cette journée pour afficher sa volonté d'accompagner le mouvement social", ajoutons, pour mieux le pourrir, pour le compte du régime.

Aubry s'adressant à Sarkozy "Il faut lui dire 'Maintenant ça suffit, il faut changer cette politique', 'le Parti socialiste quand il est dans la rue, lorsque la France va mal, lorsque les Français souffrent, il est à sa place",

on ne lui a rien demandé, d'ailleurs un manifestant lui a balancé : "*casse-toi pauvre conne*". Un pied dans chaque camp, les deux dans la tombe, c'est mieux.

La réaction de Sarkozy.

Le soir même, dans un communiqué Sarkozy a jugé "*légitime*" l'inquiétude qui s'est exprimée et confirmé qu'il rencontrerait les partenaires sociaux en février pour "*convenir du programme des réformes à conduire en 2009*". Il leur propose de préparer le menu ensemble, touchante attention, ils en salivent déjà. Le menu sera composé de la destruction de nos acquis et droits sociaux et politiques. Chouette, ils vont pouvoir se mettre à table et nous trahir encore une fois, c'est la république bourgeoise et bonapartiste qui invite !

Il s'est félicité de la "*gêne limitée*" occasionnée dans les transports.

Sur les grèves.

Tous les commentateurs ont remarqué que les grèves étaient en demi-teinte et le mouvement a perturbé moins fortement les transports qu'attendu.

L'aristocratie ouvrière a joué le rôle de briseur de grève ou ne s'est pas sentie particulièrement concernée par cette journée nationale de mobilisation.

Plus d'un million de fonctionnaires (26% du total selon le gouvernement) ont cessé le travail, guère plus toutefois que lors de la mobilisation contre la réforme des régimes spéciaux de retraite en novembre 2007.

Pour l'ensemble de la fonction publique, le taux de participation était à 17h00 (16h00 GMT) de 25,9%, selon le ministère. Il variait selon les sources de 37,1% (ministère) à 60% (syndicats) dans l'Education nationale.

Les prévisions de trafic ont été respectées (30 à 60% des trains dans la plupart des cas), la loi sur le service minimum permettant aux directions de savoir d'avance qui était gréviste.

A Paris, le trafic RATP n'a été perturbé de façon significative que dans le RER. A la SNCF, la direction dit avoir pu assurer la circulation de plus de la moitié des Transiliens et des TER, et de plus de 60% des TGV au niveau national.

Dans l'aérien, la grève des "aiguilleurs du ciel" a affecté surtout les vols moyen courrier et l'aviation privée. Aéroport de Paris (ADP) a fait état de retards et de 12% de vols annulés à Roissy, 35% à Orly jeudi matin.

La suite.

L'ensemble des syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa, Solidaires), unis autour d'une plate-forme commune pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des services publics, "*va demander à rencontrer le président Nicolas Sarkozy et le ministre du Travail (Brice Hortefeux) dans les jours à venir*", selon Jean-Claude Mailly (FO).

Les syndicats, a-t-il dit, ont "*des demandes précises dans le domaine du pouvoir d'achat : coup de pouce au SMIC, conditionner les exonérations de cotisations patronales à des accords de salaires, une vraie prime transport, des négociations dans la Fonction publique*". Rien que des miettes !

La discussion proposée par Sarkozy aux syndicats "*n'ira pas très loin*" si elle ne porte que sur l'agenda des réformes, a déclaré jeudi soir Bernard Thibault en réaction à l'invitation lancée par le chef de l'Etat.

Réclamant un "*agenda de discussions sérieuses pour déboucher sur des décisions concrètes*", Thibault a souhaité que le rendez-vous avec Sarkozy permette de discuter des sujets "*au coeur de la mobilisation*" de jeudi et de la plate-forme des huit organisations syndicales : "*emploi, pouvoir d'achat, nature des aides publiques, situation économique, situation des banques, mesures de soutien, contreparties dans différents secteurs, politique industrielle, quelles mesures différentes dans les services publics*".

"Ce n'est pas la multiplication des rendez-vous qui compte, c'est le résultat de ces rendez-vous", a-t-il résumé. Selon lui il serait possible d'avoir une discussion sérieuse avec Sarkozy. Il nous prend pour des demeurés, il veut absolument subordonner notre destin aux intérêts du capitalisme, car Sarkozy ne changera jamais de politique. Il pourra lâcher du mou ici ou là pour gagner du temps et temporiser s'il l'estime possible et nécessaire, il faut tenir et la compétition est rude sur le marché mondial, mais comme il l'a dit lui-même récemment, le temps joue contre lui et son camp, la situation peut se détériorer rapidement dans tous les domaines, y compris sur le plan social et politique. Rajouter une grosse louche à la situation actuelle pourrait faire tout péter, de nombreux analystes et commentateurs politiques ou économiques le disent aussi de plus en plus souvent.

Je pars de la théorie que cette grosse louche pourrait être l'accumulation de grosses cuillères, qui confirme la loi de la transformation de la quantité en qualité. Il arrive un moment où le gouvernement n'a même plus besoin de lever le petit doigt pour que la situation soit insupportable, c'est une nouvelle situation qui s'installe, on ne peut pas encore parler de prise de conscience proprement dite, mais l'amorce qui y conduit, la remise en question du pouvoir est dans l'air sans que cela se matérialise dans les faits, tout converge vers cette question-là cependant, donc rien n'interdit de penser qu'à un moment donné elle ne soit réglée directement par les masses lors d'une mobilisation révolutionnaire qui constituerait le point de convergence vers lequel tous les exploités se dirigeraient.

Je ne crois pas en la théorie de la génération spontanée, par contre je crois dans le mûrissement de la conscience des masses, ce qui n'est pas du tout la même chose. Si vous regardez bien, à l'échelle mondiale, nous finissons bien par faire tous les mêmes gestes, par penser aux mêmes choses, par avoir les mêmes valeurs universelles, etc. Qui oserait prétendre que la liberté ou l'émancipation de l'exploitation ne serait pas des valeurs universelles ? Le problème à résoudre, c'est d'arriver à convaincre les gens qu'ils sont capables de diriger la société, d'avoir confiance en eux. Ils pensent qu'ils sont moins qualifiés que les dirigeants des classes dominantes pour exercer le pouvoir, alors que ce n'est pas le cas. Diriger après avoir pris le politique évidemment.

Les syndicats se réuniront lundi à partir de 18h au siège de l'UNSA à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) pour décider des suites. "S'il n'y a pas de réponse, l'ampleur de la mobilisation obligera à des suites pour ne pas décevoir tous les gens qui se sont déplacés" jeudi, a prévenu le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri. Je trouve déplacé d'employer le terme "déplacés" pour mobilisés.

Des analyses rapportées par l'agence Reuters

Si ce mouvement a rassemblé un à 2,5 millions de personnes dans toute la France, selon les estimations, le mouvement reste trop disparate pour déboucher sur une crise de grande ampleur, estiment des analystes interrogés par Reuters.

Un avis partagé par le chef de l'Etat, qui a passé la journée au Palais de l'Élysée où il a enchaîné les réunions. Des chaînes qui ne doivent pas trop lui peser, on ne peut pas en dire autant.

Il a notamment déclaré qu'il rencontrerait en février les partenaires sociaux "afin de convenir des réformes à conduire en 2009 et des méthodes pour les mener à bien". Admirez, ils vont définir ensemble la méthode pour mieux nous baiser, excusez le terme mais il sera compris par tout le monde et il est le plus approprié.

Pour le reste, le message reste le même : pas question de faire une pause dans les réformes ni de mettre en chantier un nouveau plan de relance alors que celui qui a été présenté le 4 décembre n'est encore que partiellement en vigueur. Au moins, cela a l'avantage d'être clair, mais il restera encore suffisamment de crétiens pour penser le contraire.

La mobilisation de jeudi est "la traduction d'inquiétudes et d'une demande de protection, adressée au pouvoir, plus que d'une contestation du pouvoir", a déclaré à Reuters le président de l'institut de conseil politique Isana, Jérôme Sainte-Marie. La population a besoin d'être maternée par Sarkozy ! C'est bien pratique de procéder par abstraction, nous lui préférons dans ce cas précis la dialectique qui pourrait

permettre d'inscrire le 29 janvier dans une dynamique nourrie pas les événements à venir aboutissant à la remise en cause du pouvoir en place.

"C'est un coup de semonce, un cri du coeur et d'exaspération plus qu'une volonté de déstabiliser le président", renchérit Jean-Daniel Lévy, directeur de CSA-Opinion. Il est vrai que Sarkozy est tellement apprécié par la population !

Mais en l'absence d'une alternative politique crédible, "la crise joue en faveur de Nicolas Sarkozy", estime Jérôme Sainte-Marie. Ils se prennent pour de fins stratèges militaires sans tenir compte que les niveaux d'instruction et d'information de la population ont quand même progressé depuis la défaite de Sedan !

Plus question de dire, comme le 5 juillet dernier devant des cadres et des militants de l'UMP : "Désormais, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit". Le nabot n'en rabaissera pas pour autant son caquet.

Lors d'un déplacement à Châteauroux, dans le centre de la France, mardi, il a ainsi pratiquement légitimé le mouvement de jeudi en jugeant "normal" et "sain" que des Français protestent. En réalité, à l'instar des patrons qui s'en plaignent, il préfère que les travailleurs expriment leur colère un bon coup et qu'ils cessent leur grève du zèle qui est une forme de résistance contre laquelle les patrons sont impuissants, je n'invente rien, je l'ai entendu de la bouche d'un journaliste lors de l'émission *Mots croisés* du 26 janvier qui prenait fait et cause pour les malheureux patrons.

Mais il a ajouté que, s'il devait "écouter tous ceux qui se plaignent", il ne ferait "pas grand-chose". Vaut mieux qu'ils écoutent ceux qui n'ont aucune raison de se plaindre, c'est pour eux qu'il trime le bougre.

Sarkozy entend "répondre à la crise" et non à la mobilisation de la rue et il n'est pas question pour lui de dévier du cap qu'il s'est fixé, souligne un de ses conseillers. Voilà pour les "premières déclarations" qui seront "très importantes" selon Thibault, comme si nous n'en connaissions pas d'avance le contenu.

"Il n'est pas question de changer de message en réponse à la manifestation", ajoute ce conseiller. Il n'y a que nos dirigeants pour expliquer qu'il pourrait en être autrement, cependant j'estime que cette déclaration très intéressante.

Tous les travailleurs regardent la télévision et/ou lisent et commentent la presse nationale, écoutent la radio, s'informent par Internet... Ils auront tous entendus différents membres du gouvernement ou de l'UMP tenir les mêmes discours le soir du 29 ou le lendemain, ou encore le 28, mais laissons cela de côté. Ils ne sont pas stupides au point de ne pas comprendre que Sarkozy ne cédera pas, puisque les uns et les autres le martèlent.

Question : que valent les déclarations des dirigeants des organisations et des partis qui estiment le contraire ? Que valent les commentaires quasi unanimes qui prêtent aux grévistes et manifestants le même état d'esprit que les dirigeants syndicaux ? Réponse : La volonté délibérée de nous tromper sur l'état d'esprit réel des masses pour faire croire que finalement l'ensemble de la population se trouve au côté de Sarkozy et non contre lui et sa politique. Les travailleurs ont manifesté contre les conséquences de la crise qu'ils subissent durement, pas contre Sarkozy qui en est également la victime et n'en porte par conséquent aucune responsabilité. L'opération consiste uniquement à protéger le pouvoir en place et à faire croire que la population laborieuse serait favorable à l'unité nationale réclamée par Sarkozy, le sauveur des intérêts supérieurs de la nation et du bon peuple de France.

Les syndicats se retrouvent lundi pour décider des suites à donner à la journée de jeudi. Mais ces prolongements sont pour le moins hypothétiques, tant les divisions syndicales restent profondes malgré l'unité affichée ce 29 janvier. En réalité, ils sont divisés sur les moyens à mettre en oeuvre pour sauver le régime, ce que ne dira pas un journaliste aux ordres.

"La situation est paradoxale", souligne Jérôme Sainte-Marie. "L'inquiétude des Français est très forte, leur jugement sur la politique économique du gouvernement négatif, ils approuvent massivement cette journée. Mais ce n'est pas du tout l'annonce d'un grand mouvement social comme en 1995." Difficile de déformer les

faits pour leur faire dire ce que l'on veut tout en espérant conserver un minimum de crédibilité par la suite. On comprend, Sarkozy est au prise avec un dilemme qui le coupe un peu plus chaque jour de la population.

Si la crise peut provoquer ponctuellement des mouvements violents de protestations, lors de la fermeture d'usine, par exemple, la diversité des revendications affaiblit le mouvement, estiment les analystes interrogés par Reuters, à l'unisson de l'Elysée. On y reviendra plus loin.

"On a une juxtaposition de revendications. On n'arrive pas à lire une revendication claire", explique le directeur de CSA-Opinion, Jean-Daniel Lévy.

Malgré la multiplication des plans sociaux et des mises en chômage technique, la mobilisation de jeudi semble en outre avoir assez peu touché le secteur privé.

"Or les mouvements sociaux réellement menaçants sont ceux qui s'étendent au secteur privé" et la montée du chômage, redevenu la préoccupation numéro un des Français, ne favorise guère une telle extension, souligne Jérôme Sainte-Marie. Ouf ! L'espoir fait vivre !

Mon analyse de la situation.

Cette journée de grève et de manifestation a été relativement suivie, alors que les syndicats n'avaient pas appelé à une journée de grève de 24 heures, encore moins à une grève générale.

Bien que l'on ait eu connaissance de témoignages montrant qu'elle avait été préparée dans certains secteurs ou certaines communes, on ne peut pas dire que tout ait été fait pour qu'elle soit un succès, surtout en l'absence de perspective politique. Là encore il ne fallait pas se fier aux déclarations des dirigeants qui ont une conception de la lutte de classe et du syndicalisme de type bureaucratique et institutionnel, selon eux, dans le meilleur des cas, les travailleurs devraient se mobiliser même si rien n'était fait pour les y encourager, donc leurs prévisions devaient davantage servir avant tout ceux qui aujourd'hui expliquent que la mobilisation n'a pas été aussi puissante qu'on l'annonçait, entendez par là qu'elle serait un demi échec et que le gouvernement aurait raison de ne céder sur rien.

Le seul fait que de nombreux trains et bus roulaient hier a permis à des millions de travailleurs d'aller travailler comme si de rien n'était, notamment ceux du secteur privé. Sarkozy aurait eu tort de ne pas s'en réjouir publiquement évidemment. Il faut quand même rappeler qu'avec un taux de syndicalisation d'environ 5% dans le secteur privé, il est particulièrement difficile, pour ne pas dire impossible, à la plupart des travailleurs du secteur privé de participer à une grève ou une manifestation se situant en milieu de semaine, sans prendre le risque de se faire virer. Question : combien sont-ils à ne pas avoir fait grève parce qu'ils estimaient qu'il n'en sortirait rien ? Sur cette question, tous les commentateurs resteront silencieux, normal c'est pas leur boulot de le dire.

Toutes les déclarations des dirigeants syndicaux convergent pour s'en remettre à Sarkozy et aux vertus anesthésiantes du dialogue social. C'est ce qu'ils entendent par "*donner une suite*" à la journée d'hier. Tout doit dépendre uniquement du pouvoir en place, pas question de le remettre en cause, notre sort est entre les mains du capitalisme qui serait éternel, même lorsque ses contradictions éclatent à la face du monde.

Seul le syndicat Solidaire a proposé la constitution de "*collectifs unitaires*" afin de conserver l'unité des centrales syndicales et continuer le combat. Reste à savoir quels en seraient la forme et le contenu, l'objectif véritable. Si c'est pour pondre un appel aussi pourri que celui qui a précédé le 29 janvier, autant dire qu'ils serviront la cause de Sarkozy plutôt qu'autre chose. Au fait, vous saviez que c'était Chérèque qui l'avait rédigé ? Il s'en est vanté le vendredi lors de l'émission *Mots croisés* du 26 janvier que j'ai regardée en différé avant-hier soir sur TV5 Monde Asie.

En dehors du POI dont je ne connais pas la position, tous les autres partis ouvriers sont sur la même ligne.

Quand le président d'Isana explique qu'il n'a pas vu dans la mobilisation du 29 janvier le témoignage "*d'une contestation du pouvoir*" ou lorsque le directeur de CSA-Opinion en rajoute une louche en affirmant que les

travailleurs n'avaient pas manifesté "*une volonté de déstabiliser le président*", ils ne prennent pas forcément leurs désirs pour la réalité, ils ne font que traduire un aspect de la réalité, à savoir qu'aucun mot d'ordre n'ayant été lancé contre Sarkozy et les institutions, le rapport de force entre les classes demeure inchangé, il n'a donc aucune raison dans l'immédiat de s'alarmer de la situation et de changer de cap. D'autant plus qu'en l'absence d'une alternative politique crédible, "*la crise joue en faveur de Nicolas Sarkozy*" précise le premier, ce qui n'est pas totalement faux.

Maintenant, ils ne traduisent pas forcément la réalité sous tous ses angles, car il y a forcément parmi les millions de travailleurs et jeunes qui se sont mobilisés hier, une frange plus ou moins importante qui cherche une issue politique à la crise du capitalisme. S'il existait un embryon de parti révolutionnaire, il serait possible de les recruter et de construire rapidement le parti, donc le fait qu'il n'existe pas témoigne à lui seul de la volonté délibérée des dirigeants qui se réclament du socialisme de ne pas le construire.

Le fait qu'il y ait "*une juxtaposition de revendications*" comme dit monsieur Lévy et qu'on "*n'arrive pas à lire une revendication claire*" signifie au moins deux choses.

D'une part, que la liste des revendications des travailleurs ne cesse de s'étoffer jour après jour. C'est un constat que chacun peut faire. Ce qui est somme toute normal puisque ce sont les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des masses exploitées qui sont attaquées par le programme réactionnaire mis en oeuvre par Sarkozy, ce qui pour Lévy est un inconvénient est en réalité exactement le contraire, cela montre simplement que Sarkozy et son gouvernement sont en train de dresser l'immense majorité de la population contre leur politique.

D'autre part, et là il a parfaitement raison, la situation est en train d'atteindre un degré de maturité où aucune revendication ne se distingue des autres, ce qui est parfaitement normal encore une fois puisque aucune revendication concernant l'ensemble du prolétariat ne peut être satisfaite par le gouvernement, pas plus dans d'autres pays contrairement à ce que Chérèque a affirmé.

De plus, et c'est là qu'on aborde la question déterminante qui nous intéresse, la seule revendication qui pourrait unir l'ensemble de la classe ouvrière et sa jeunesse et ouvrir la voie à la satisfaction de toutes les revendications n'a pas été formulée le 29 janvier : il faut commencer par chasser Sarkozy et son gouvernement, par liquider les institutions, puis exproprier les patrons des 1824 grandes entreprises...

On comprend mieux pourquoi aucun syndicat et parti n'a avancé ces mots d'ordre, ils sont la clé de la situation.

Ceci dit, ce n'est pas parce que nous avancerions ce mot d'ordre que cela changerait fondamentalement le cours de choses. Ne pas l'avancer c'est tenter d'interdire aux masses de trouver une issue, chacun s'y emploie à sa manière.

Et quand le président d'Isana explique qu'en l'absence d'une alternative politique crédible, "*la crise joue en faveur de Nicolas Sarkozy*", il n'invente rien, il dresse un constat que nous pouvons tous faire, que les travailleurs font aussi évidemment. Mais camarades, pourquoi cette terrible situation, comment avons-nous pu en arriver là ? Posez-vous la question.

Je vous propose une réponse vous en ferez ce que bon vous semble.

C'est tout simplement le résultat de la politique de collaboration de classe avec l'Etat, les représentants du capitalisme et les appareils pourris du mouvement ouvrier mise en oeuvre par tous les dirigeants des partis ouvriers depuis l'après-guerre, sans la moindre exception je tiens à le préciser, qui a conduit à cette situation où finalement il est totalement impossible de remettre en cause le régime, ce que sait pertinemment Sarkozy, ce que savent tous les dirigeants de la planète, cruelle et dramatique vérité que je vous invite à regarder en face.

Pendant plus de 60 ans, au lieu de construire patiemment pas à pas un véritable parti marxiste révolutionnaire, au lieu d'aider la conscience de classe des masses exploitées à progresser lentement mais

sûrement jour après jour, à intervenir dans la lutte des classes, dans les syndicats, uniquement sur la base de la rupture indispensable avec le capitalisme pour avancer tranquillement sur la voie tracée par Marx et Engels, les dirigeants ont préféré privilégier la recherche de résultats immédiats en terme de revendications économiques ou sociales dans le cadre du régime capitaliste, au lieu de s'en tenir à la formule du gouvernement ouvrier révolutionnaire en s'inspirant de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, ils ont privilégié des formes diverses de gouvernements bourgeois comme ils le font encore aujourd'hui sous nos yeux, ils s'en sont remis systématiquement aux partis traditionnels du mouvement ouvrier passés avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis depuis belle lurette, ouvrez donc les yeux, vous constaterez facilement qu'aujourd'hui encore ils veulent les sauver de la décomposition à laquelle le développement du capitalisme les a condamnés.

Le comble du cynisme leur appartient assurément.

Quoiqu'ils puissent dire, jusqu'au début des années 80 ils ont toujours prétendu que le PS et le PCF constituaient le passage obligé sur la voie de la remise en cause du régime, travestissant les enseignements du marxisme, mais le développement du capitalisme à partir de cette époque a fini de laminer ces partis en exigeant qu'ils soutiennent encore davantage le capitalisme entré dans une crise encore plus profonde et plus vaste que les précédentes. Au cours de ce processus, ces partis ont perdu le peu de crédibilité qu'il leur restait, entre temps, ils ont eu l'occasion de montrer aux travailleurs de quoi ils étaient capables (une énième fois) quand ils étaient au pouvoir entre 1981 et 1995 en faisant la même politique que leurs prédécesseurs, ils ont perdu toute base sociale, les illusions que la classe ouvrière pouvait encore avoir en eux se sont envolées. En 2009, ils ne survivent plus que grâce à leur intégration dans les institutions de la Ve République (et de l'Union européenne qui les financent généreusement), en dehors, ils ne sont plus rien, ils sont exactement dans la même situation que les entreprises qui ne survivraient pas un mois de plus si leur banquier fermait le robinet.

Voilà rapidement brossé le tableau de la situation.

D'un côté, le pouvoir en place qui dispose des institutions et des partis qui y participent, ajoutons les syndicats dont les masses peuvent encore se saisir partiellement sans que cela ne porte finalement à conséquences, puisque à eux seuls par définition ils ne peuvent pas remettre en cause les institutions politiques qui exercent le pouvoir dans la société. Les uns et les autres n'ont qu'une seule raison d'être et un seul objectif : permettre aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, permettre au régime de survivre à toutes les crises, assurer au capitalisme français la place qui lui revient au sein du capitalisme mondial.

D'autre part, la masse des exploités, travailleurs intellectuels ou manuels des villes et des campagnes, démunis, abandonnés, trahis de toute part, désarmés politiquement, livrés à eux-mêmes et atomisés, sans parti révolutionnaire, sans perspective ou sans idéal, leur seul horizon, consommer toujours davantage quand ils en ont les moyens, la concurrence accrue entre eux qui les lamine, l'absence de repères collectifs qui les jettent dans les bras de l'individualisme pour tenter de survivre ou de sauver leur peau, l'absence de conscience politique qui conduit tout droit à la barbarie.

Nous savons que sans une profonde crise du capitalisme qui jettera des millions de travailleurs à la rue, il sera impossible de renverser le régime. L'objectif des dirigeants du mouvement ouvrier consiste à faire en sorte que la petite bourgeoisie et la majorité du prolétariat puissent continuer à vivre comme avant afin d'éviter une révolution, c'est le sens de leur appel en faveur d'un plan de relance ou d'urgence destiné aux travailleurs.

Il faut bien reconnaître que pendant les six dernières décennies qui viennent de s'écouler, les différents gouvernements qui se sont succédés ont toujours trouvé les moyens de faire en sorte que les crises qui ont éclaté à partir du milieu des années 70 deviennent insupportables pour les masses et se transforment en affrontement direct entre les classes ; grâce notamment à la collaboration de classe. Durant toute cette longue période, il était évidemment impossible de prétendre pouvoir remettre en cause le régime. Au lieu de préparer les conditions (subjectives) qui permettraient de le remettre en cause concrètement le moment venu, ce qui se définissait comme l'avant-garde de la classe ouvrière n'a oeuvré qu'à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat le subordonnant ainsi davantage au capitalisme, alors qu'il aurait fallu

mener une politique en rupture totale avec l'Etat préparant les masses à l'affronter. Au lieu d'élever leur niveau de conscience politique au niveau des tâches qu'elles auraient à accomplir dans une situation plus favorable, au lieu de les aider à rompre avec le capitalisme, ils ont participé à sa corruption en faisant dépendre son destin de l'Etat et du capitalisme.

Le résultat est sans appel, au moment où la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme éclate, le prolétariat ne dispose pas de parti révolutionnaire pour y apporter une réponse correspondant à ses intérêts. Si la politique de l'avant-garde avait été au contraire entièrement subordonnée à la nécessité impérieuse de construire le parti, si elle avait été son seul objectif en l'absence d'une situation favorable pour prendre le pouvoir, gageons que nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Cela démontre au moins une chose, c'est que leurs dirigeants ont été incapables d'analyser correctement la situation mondiale et le développement du capitalisme, et que leurs conclusions se sont finalement avérées erronées tout au long de cette période. Les partis qu'ils entendent construire aujourd'hui en sont le produit et la caricature.

Notre salut dépendra uniquement de notre capacité à rompre avec leur conception de la lutte des classes qui les a conduit à cesser le combat pour l'abolition du capitalisme et l'émancipation du prolétariat, à abandonner ou renier le marxisme.

Maintenant, si vous me posez la question : que faire ? Je vous répondrai simplement : expliquer patiemment aux travailleurs et aux jeunes ce qui vient d'être dit ici, que refuser de lier leurs revendications ou aspirations à la nécessité de changer les fondements économiques et sociaux de la société ne pourra conduire qu'à perpétuer l'existence du capitalisme qui est le seul responsable de tous leurs maux, que sans commencer par liquider les institutions de la Ve République il sera impossible de changer quoi que ce soit à leur situation...

Comme je l'ai dit plus haut, des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs sont à la recherche d'une issue politique, demain ils seront des millions, mais compte tenu qu'il n'existe aucun parti aujourd'hui pour leur en proposer une, il ne faut se faire aucune illusion sur l'issue des combats en cours, et ce serait une grave erreur de penser qu'un parti pourrait sortir du néant du jour au lendemain si une explosion sociale se produisait, les travailleurs qui le rejoindraient seraient forcément encore bourrés d'illusions mortelles, dans tous les cas elle se terminait comme les fois précédentes par une cinglante défaite pour ne pas imaginer pire.

Certes le mûrissement de la conscience de classe du prolétariat peut s'accélérer dans certaines circonstances, mais de là à croire que la classe ouvrière pourrait rompre du jour au lendemain avec le capitalisme, il n'y a que les doux rêveurs ou les gauchistes pour l'imaginer.

(source : les dépêches des agences de presse du 29 et 30 janvier 2009 ; LeMonde.fr 29.01)